



HAL
open science

Penser les transitions démocratiques en Allemagne après 1945

François Genton

► **To cite this version:**

François Genton. Penser les transitions démocratiques en Allemagne après 1945. ILCEA: Revue de l'Institut des langues et cultures d'Europe, Amérique, Afrique, Asie et Australie , 2010, 13, URL : <http://ilcea.revues.org/876>. hal-00918210

HAL Id: hal-00918210

<https://hal.science/hal-00918210>

Submitted on 13 Dec 2013

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



François Genton

Penser les transitions démocratiques en Allemagne après 1945

Avertissement

Le contenu de ce site relève de la législation française sur la propriété intellectuelle et est la propriété exclusive de l'éditeur.

Les œuvres figurant sur ce site peuvent être consultées et reproduites sur un support papier ou numérique sous réserve qu'elles soient strictement réservées à un usage soit personnel, soit scientifique ou pédagogique excluant toute exploitation commerciale. La reproduction devra obligatoirement mentionner l'éditeur, le nom de la revue, l'auteur et la référence du document.

Toute autre reproduction est interdite sauf accord préalable de l'éditeur, en dehors des cas prévus par la législation en vigueur en France.

revues.org

Revues.org est un portail de revues en sciences humaines et sociales développé par le Cléo, Centre pour l'édition électronique ouverte (CNRS, EHESS, UP, UAPV).

Référence électronique

François Genton, « Penser les transitions démocratiques en Allemagne après 1945 », *ILCEA* [En ligne], 13 | 2010, mis en ligne le 30 novembre 2010, consulté le 09 décembre 2013. URL : <http://ilcea.revues.org/876>

Éditeur : ELLUG

<http://ilcea.revues.org>

<http://www.revues.org>

Document accessible en ligne sur :

<http://ilcea.revues.org/876>

Document généré automatiquement le 09 décembre 2013.

© ILCEA

François Genton

Penser les transitions démocratiques en Allemagne après 1945

- 1 Les transitions démocratiques, une vieille question qui a dû attendre les dernières années du XX^e siècle pour être traitée en tant que problème général dans la sphère germanique. Certes, dès la veille de la Révolution française on discute dans le Saint-Empire de la souveraineté du peuple, des droits de l'homme et du citoyen et de la possibilité d'une émancipation « à l'allemande », mais le morcellement politique, la solidité des structures absolutistes et un rejet patriotique de la politique expansionniste de la Révolution française et des guerres napoléoniennes freinent la progression de ces idéaux. La seule démocratie stable, nous le verrons, n'a pu naître en Allemagne et en Autriche que sur les ruines du Troisième Reich. En commençant par le dramaturge Friedrich von Schiller, qui fut nommé en 1789 professeur d'histoire à l'université d'Iéna, on pourrait sans difficulté ramener tout un pan de l'histoire de la pensée et de l'art en Allemagne à une réflexion sur les conditions de l'avènement d'une forme légale et consensuelle de souveraineté, mais il a fallu le tournant démocratique des dernières décennies du XX^e siècle pour que les sciences politiques d'Allemagne et d'Autriche examinent, dans l'atmosphère créée par l'effondrement du bloc soviétique, les transitions de leurs pays vers la démocratie comme les variantes « locales » d'un problème plus général¹. Avant de présenter une synthèse de la réflexion sur les transitions démocratiques en Allemagne au XX^e siècle, il n'est peut-être pas inutile de montrer que les sciences politiques allemandes d'aujourd'hui s'appuient sur une recherche internationale dont elles ne cherchent nullement à se démarquer.
- 2 Au tout début de ce millénaire, une décennie après les bouleversements qui ont marqué l'histoire et la configuration politique de l'Europe, Michel Dobry (Dobry, 2000b, p. 3-5) distinguait deux tendances de fond dans l'étude des transitions démocratiques en opposant une « transitologie classique », mettant l'accent sur le rôle conscient et le choix rationnel des acteurs des transformations, à une approche plutôt « déterministe » inspirée du concept de *path dependence* forgé par les économistes. Cette deuxième approche, qui tient compte de la dépendance de chaque société par rapport à la voie qu'elle a empruntée, présente, selon Michel Dobry, deux avantages :
 - elle n'est pas téléologique et s'intéresse aussi aux pesanteurs de tous ordres, les sociétés ne pouvant se plier de la même façon et au même rythme aux exigences d'un modèle démocratique défini *in abstracto* ;
 - par conséquent, cette approche permet de mieux rendre compte de la diversité et de la complexité spécifique du processus dans chaque nation.
- 3 Dans un manuel de science politique publié en 2003, le politiste allemand Wolfgang Merkel (p. 210-222) distingue pour sa part quatre approches « transitologiques » :
 - les théories systémiques ;
 - les théories structurales ;
 - les théories culturelles ;
 - les théories de l'acteur.
- 4 La théorie systémique est partie des travaux de Talcott Parsons (1902-1979), un sociologue de l'université de Harvard, formé dans les années 1920 à l'Institut de sociologie de Heidelberg dirigé par Alfred Weber, le frère de Max Weber, dont le sociologue américain traduit plusieurs œuvres. Talcott Parsons explique la transition par l'échec d'un système dont les dysfonctionnements sont tels qu'il doit être reconfiguré, la stabilité du nouvel ensemble dépendant étroitement de son acceptation par les acteurs, de l'intériorisation des valeurs sur lesquelles il s'appuie. Ce sont ici les traits fondamentaux d'une approche qui a été développée et variée par d'autres penseurs, par exemple le sociologue allemand Niklas Luhmann (1927-1998), qui fut un élève de Talcott Parsons. Le penseur allemand considère

qu'une société est d'autant plus stable qu'elle favorise une « différenciation fonctionnelle » des divers systèmes (économie, culture, famille, etc.) et que les autocraties (théocratiques, totalitaires), en soumettant tous les aspects de la vie sociale à leur code politique, finissent par déstabiliser l'ensemble sur lequel elles prétendent exercer un contrôle intégral. D'autres théories systémiques de la « modernisation » définissent les conditions dans lesquelles une démocratie moderne peut s'affirmer, la prospérité économique étant la condition nécessaire pour qu'émerge une classe de citoyens capables de s'organiser et de penser par eux-mêmes.

5 Les théories structurales pensent la société en termes de rapport de forces entre les classes ou entre l'État et les classes dominantes. Plus l'État est autonome par rapport à l'économie, plus la démocratie a des chances de s'enraciner. Une autre réflexion concerne les classes qui portent la démocratie : si l'on s'accorde communément sur le rôle positif de la bourgeoisie moderne, certains théoriciens insistent aussi sur celui de la classe ouvrière.

6 Les théories culturelles envisagent la transition démocratique sous l'angle de la disposition des sociétés à intérioriser l'idéal démocratique. Il semble que certaines cultures « théocratiques » (l'islam) ou fortement hiérarchiques (le confucianisme) constituent des obstacles à la modernisation démocratique des États.

7 Les théories de l'acteur sont centrées sur les stratégies adoptées par les différents groupes au sein des élites. Ainsi, dans un grand nombre de sociétés du bloc soviétique, un « choix rationnel » a-t-il conduit une partie des élites dominantes à s'allier avec l'opposition au régime : la volonté consciente de réformer de l'intérieur le régime a souvent abouti, effet peut-être non conscient, à un changement de régime, à une véritable révolution.

8 L'exposé qui suit décrit les tendances de longue durée de l'histoire allemande et s'intéresse ensuite aux transitions de 1945 et de 1989-1990. Wolfgang Merkel (2003, p. 224-226) distingue quatre causes pouvant entraîner la fin des autocraties :

- une crise de légitimité due à l'inefficacité économique (les régimes du bloc socialiste);
- une crise de légitimité due à l'efficacité économique (l'Espagne, la Corée du Sud, Taiwan) ;
- une crise de légitimité due à des événements clés (mort d'un dictateur, scandales, etc.) ;
- des facteurs externes.

9 En ce qui concerne la transition démocratique en Allemagne, on notera dès maintenant l'importance des facteurs externes, la défaite de 1918, la capitulation de 1945 et la position soviétique de 1989-1990 qui rompait avec l'ancienne « doctrine Brejnev » de la souveraineté limitée des États du bloc socialiste. En général, les théories systémique, structurale et culturelle rendent mieux compte de la transition en tant que phénomène de moyenne, voire longue durée, tandis que les théories de l'acteur permettent de décrire les stratégies mises en œuvre au moment du changement de régime.

10 L'histoire contemporaine de l'Allemagne est marquée par la thèse du *Sonderweg*. Cette « voie particulière » est un concept flottant et ambigu. Ambigu, parce qu'il eut une valeur positive et négative. Flottant, parce qu'on peut le définir de nombreuses façons. Dans son acception positive (aujourd'hui dépassée), il s'agit de vanter l'histoire allemande comme une réussite originale : les « idées de 1914 » et le *Reich* hitlérien se sont prévalus de cette vision nationaliste. À l'opposé, dans son acception à la fois la plus ancienne et la plus moderne, le *Sonderweg* signifie le retard politique d'une Allemagne qui s'est modernisée sans se démocratiser, au contraire de pays comme la France, la Grande-Bretagne ou les États-Unis. Dès l'époque des Lumières, les intellectuels ont déploré l'absence d'une capitale allemande, d'une classe urbaine susceptible de se substituer aux Princes. Au XIX^e siècle, Karl Marx a parlé de « misère allemande » pour désigner l'attitude d'une bourgeoisie allemande qui préfère passer un compromis avec l'aristocratie terrienne et les princes plutôt que de s'allier avec le peuple pour libérer la nation des entraves morales et politiques de l'Ancien Régime (Genton, 1997-1998, p. 77-80). Selon l'historien Heinrich August Winkler (2000, t. 2, p. 648), qui met l'accent sur la division ou le morcellement du pays, trois faits expliquent le *Sonderweg* allemand :

- la longue durée du Saint-Empire et de son mythe (962-1806) ;
- le schisme entre catholiques et protestants ;
- le dualisme (c'est-à-dire la rivalité) entre la Prusse et l'Autriche aux XVIII^e et XIX^e siècles.

- 11 Si l'on excepte l'éphémère République de Mayence (mars-juillet 1793), la première démocratie allemande fut la République dite « de Weimar ». Cela ne signifie pas pour autant que l'Allemagne n'avait aucune expérience pré-démocratique. Le Saint-Empire romain germanique fédérait aussi des républiques, telles les villes de la Hanse, fortes d'une bourgeoisie « patricienne » habituée à gérer ses affaires en toute autonomie. Le principe de la monarchie absolue, qui s'imposa dans certains États particuliers, par exemple dans le royaume de Prusse, ainsi nommé depuis 1701, fut favorisé par les interventions de la France, mais aussi par celles d'autres puissances extérieures hostiles à l'existence d'un grand Empire « fédéral » susceptible de freiner leurs appétits de domination du continent. La Révolution française fut saluée par une grande partie des élites intellectuelles allemandes qui se réjouirent de l'instauration d'une nation fondée sur la souveraineté du peuple, mais la radicalisation de la dynamique révolutionnaire, les guerres civiles, la Terreur et surtout la politique expansionniste pratiquée par les différents régimes issus de la Révolution finirent par détourner une grande partie des élites des « idées de 1789 ». Déçue par l'esprit de la Restauration qui régna après 1815 dans la Confédération germanique qui s'était substituée au défunt Saint-Empire, l'opposition allemande tenta de formuler un programme politique à la fois nationaliste (antifrançais et parfois xénophobe et antijudaïque) et unitariste (antiprincier). En élargissant son assise sociale et politique, cette opposition évolua vers un libéralisme plus moderne et rêva au début des révolutions de 1848 d'instaurer une véritable paix des peuples. La constitution libérale, élaborée par une assemblée nationale élue au suffrage universel masculin, n'entra jamais en vigueur, parce que, le 3 avril 1849, Frédéric Guillaume IV de Prusse repoussa avec dédain une couronne impériale qu'il nommait en privé un « collier de chien ». Ce fut Otto de Bismarck qui réalisa l'unité allemande au profit de la couronne prussienne, par le haut. Le 18 janvier 1871, dans la galerie des glaces du château de Versailles, les princes allemands proclamèrent Guillaume I^{er} de Prusse empereur d'Allemagne. Le Reich était un État autoritaire (*Obrigkeitsstaat*) et hiérarchique, dominé par les castes aristocratique et militaire et des intellectuels « organiques » désormais gagnés à la cause nationale. Le *Reichstag* était cependant élu au suffrage universel masculin, les libertés fondamentales respectées et les intérêts matériels des classes pauvres mieux préservés qu'ailleurs, grâce à une politique sociale voulue par Bismarck. Même si la réalité du pouvoir, notamment celui de déclarer la guerre, était entre les mains de l'Empereur souverain, le Reich des Hohenzollern avait une réelle pratique de la communication démocratique, des débats parlementaires, une presse parfois virulente, le parti social-démocrate le plus puissant du monde. Lors de la crise de 1914 tous les partis votèrent les crédits de guerre. Le Reich wilhelminien se pensait comme un modèle d'avenir, un compromis de monarchisme et de libéralisme favorisant un développement technique, économique et démographique impressionnant. La France était jugée retardataire d'un point de vue économique, social et même politique, si l'on se référait à l'Affaire Dreyfus. Le Royaume-Uni était dépassé sur le plan industriel et la Russie autocratique des pogromes et des émeutes de la faim suscitait une aversion générale. Dans les multiples versions des « idées de 1914 », la démocratie n'occupait pas une position centrale – mais la démocratie pouvait-elle être le ciment de l'Entente franco-anglo-russe ?
- 12 La transition de 1918 fut à la fois préparée et brutale et résulta de facteurs à la fois exogènes et endogènes. Pour préparer une négociation sur la base des 14 points édictés en janvier 1918 par le président des États-Unis Woodrow Wilson ainsi qu'une évolution de l'Empire autoritaire vers un régime parlementaire, le Prince Max von Baden fut nommé chancelier le 3 octobre 1918. Pour la première fois, les sociaux-démocrates furent associés à un gouvernement allemand. Le 9 novembre, pressé par ses conseillers militaires, à commencer par le maréchal Paul von Hindenburg, Guillaume II abdiqua. À Berlin, le social-démocrate Philipp Scheidemann proclama la République au Reichstag tandis qu'au palais des Hohenzollern Karl Liebknecht décrétait une « libre république socialiste » sans grand soutien populaire. La guerre était perdue, un peu partout en Allemagne des conseils locaux se constituaient et destituaient les autorités impériales et les princes. Le parti social-démocrate contrôlait le mouvement, la gauche du parti, qui avait fait scission en 1917, restait minoritaire, le parti communiste fondé le 31 décembre 1918 par Karl Liebknecht et Rosa Luxemburg ultra-minoritaire. Deux

hypothèques pèsent dès le début sur la première démocratie allemande : le Traité de Versailles, jugé humiliant et injuste par l'opinion publique, et la répression sanglante d'insurrections ou de coups de force de gauche, à Berlin, à Munich et dans d'autres régions ou villes. Le gouvernement républicain passe pour responsable d'un Traité qu'il a dû à contrecœur signer et la gauche républicaine est elle-même affaiblie par la répression des insurrections d'extrême gauche qui l'a coupée d'une partie de son électorat et a révélé sa faiblesse face à la caste militaire. Pour asseoir et légitimer leur pouvoir, les sociaux-démocrates, les grands vainqueurs de l'élection de la constituante de janvier 1918, durent en effet s'allier à des forces bien décidées à ne jamais accepter le nouvel état de fait. La République dite de Weimar, nom de la petite ville où siégea l'assemblée constituante, loin de l'agitation berlinoise, a sombré quand Hitler fut nommé chancelier par le président Hindenburg, le 30 janvier 1933. Pour expliquer l'échec de la première transition démocratique en Allemagne, les contemporains avancèrent différentes explications :

- une révolution inachevée et le maintien d'élites antidémocratiques jusque dans une grande partie de la classe politique ;
- une constitution certes démocratique, mais qui (*path dependence* oblige) dote le président, élu au suffrage universel, de pouvoirs comparables à ceux d'un « empereur de substitution » (Winkler, 2000, t. 2, p. 648) ;
- la division de la gauche ;
- une option démocratique minoritaire par rapport à la gauche stalinienne et, surtout, à la droite nationaliste et antisémite ;
- à partir de 1930, lorsque les effets dévastateurs de la Crise de 1929 se font sentir, se succèdent des gouvernements qui conduisent une politique revancharde et antidémocratique, en se passant du soutien du parlement où ils n'ont pas de majorité.

13 Dans les dernières décennies les historiens ont confirmé ces thèses, en les appuyant sur une étude approfondie de l'évolution sociale et économique : comme en témoigne l'élection du *Reichspräsident* Paul von Hindenburg en 1925, des secteurs importants de la société ont été tôt accessibles aux discours d'extrême droite, des élites « académiques » aux militaires et aux grands propriétaires fonciers, des anciens combattants aux paysans et aux petits commerçants et même aux employés et aux fonctionnaires (Büttner, 2008, p. 11-16).

14 En 1945 les Alliés et les démocrates allemands ont tiré les leçons de 1918. Les premiers ont fixé dès janvier 1943 l'objectif d'une capitulation sans conditions de l'Allemagne, c'est-à-dire d'une perte de souveraineté et, implicitement, d'un régime d'occupation, exprimant une volonté d'imposer par la force à l'Allemagne des changements de nature à empêcher toute renaissance d'un nationalisme agressif.

15 C'est dans la zone d'occupation soviétique que naît la première vie culturelle en Allemagne occupée, qu'ouvrent les théâtres et les salles de concert, que sont tournés les premiers films, que sont autorisés les premiers partis politiques. À l'échelle internationale, le mouvement communiste semble être le seul qui ait mis au point une pensée de l'Allemagne, comme le reconnaît en 1946 Eric Weil qui rend compte de divers livres sur l'Allemagne en ruine, et en particulier de *L'An Zéro de l'Allemagne* d'Edgar Morin (1945), qui était alors communiste (Weil, 1946, p. 534-537). Le programme communiste prône le maintien de l'unité du pays, de profondes réformes économiques et politiques et « le respect des valeurs traditionnelles : propriété, religion, etc. ». En zone d'occupation soviétique, le pouvoir est cependant exercé sans partage par les autorités d'occupation et leur relais allemand, le « groupe Ulbricht », qui réunit autour de Walter Ulbricht les communistes qui ont échappé ou survécu aux purges stalinienne. Le régime qui se met en place n'a pas le soutien d'une population traumatisée par la rigueur de l'occupation soviétique et les exactions commises lors des derniers mois de la guerre. Le 22 avril 1946 les deux grands partis de gauche fusionnent dans la zone soviétique d'occupation pour constituer le Parti socialiste unifié. La fusion est imposée à la grande majorité des sociaux-démocrates qui sont l'objet d'une répression féroce lorsqu'ils s'opposent à la disparition de leur formation. La République démocratique allemande (RDA), fondée en octobre 1949 sur le territoire de la zone d'occupation soviétique, restera un régime de contrainte durant les quatre décennies de son existence. Étroitement dépendant de la tutelle

soviétique, le régime vise une certaine stabilité en pratiquant une politique de surveillance, de restriction des libertés et de répression. S'il n'est donc pas approprié d'employer le terme de « transition démocratique » à son sujet, on pourra, au moment du bilan, se poser la question de la position de cet État « démocratique » quant à l'enracinement de la mentalité démocratique en Allemagne après 1945.

16 Dans les zones occidentales, les autorités d'occupation américaines axent au début leur politique de dénazification sur une « *Re-education* » visant les structures et les modes de gestion autoritaires, non sans un certain succès. Les démocrates (et parfois néo-démocrates) allemands élaborent une constitution de la République fédérale d'Allemagne (RFA), qui est votée le 23 mai 1949, garantissant la stabilité, favorisant les grandes formations politiques² et confiant l'essentiel du pouvoir aux représentants du peuple et au Parlement. Le président est relégué cette fois dans un rôle secondaire et n'est plus élu au suffrage universel, mais par une assemblée composée pour moitié des députés et de représentants de diverses instances régionales. Certes, la dénazification fut imparfaite et assez tôt interrompue à l'Ouest par la guerre froide, c'est-à-dire par la nécessité politique de se ménager les élites allemandes dans la lutte contre le communisme, mais cette fois la démocratie peut lentement s'enraciner sur le sol allemand ou, plutôt, l'Allemagne entre dans une ère prospère qui lui ouvre les cultures contemporaines, de l'existentialisme sartrien à l'*entertainment* anglo-saxon, et lui apprend à préférer les charmes du mode de vie des classes moyennes nord-américaines ou américanisées à l'aventurisme politique des régimes passés. Tous les historiens s'accordent à dire qu'il n'y eut pas d'« année zéro » de l'Allemagne. C'est bien à partir du capital matériel et moral hérité du passé que l'on a entamé l'œuvre de développement et de modernisation économiques et politiques du pays, une évolution peut-être rapide sur les plans économique et technique, mais beaucoup plus lente sur d'autres.

17 Dès 1979, lors du trentenaire de la RFA, l'historien Jürgen Kocka (2009, p. 155-166) a énuméré les traits caractéristiques de la transition démocratique d'après-guerre, dont certains concernent aussi la RDA :

- la dépossession des grands propriétaires fonciers ;
- la fin de la caste militaire en tant que facteur politique ;
- un nouveau personnel, notamment dans les élites politiques ;
- une évolution des mentalités petites-bourgeoises à la suite de la « catastrophe » ;
- l'évolution des Églises et l'apaisement du conflit entre les religions ;
- une constitution qui se pense provisoire³ et qui se révèle particulièrement stable et flexible ;
- une division de l'Allemagne qui, paradoxalement, a réduit l'influence du nationalisme et a favorisé, à l'intérieur, le consensus politique sur les grandes valeurs démocratiques.

18 L'Allemagne de Konrad Adenauer (1876-1967), chancelier de 1949 à 1963, a parié sur l'ancrage à l'Ouest de la RFA et, en même temps, sur la construction européenne. Le pari ne manquait pas de sincérité : le Rhénan Konrad Adenauer, un catholique conservateur et opposant résolu au nazisme, n'était en rien un nostalgique de l'empire des Hohenzollern. En jouant habilement du danger marxiste et communiste dans une Allemagne traumatisée par la défaite contre l'Union soviétique, il parvint à s'assurer le soutien d'élites parfois compromises avec le national-socialisme et à contenir un parti social-démocrate modéré et tout aussi patriotique, sinon davantage, que les partis chrétien-démocrate et libéral. Alors que dans l'immédiat après-guerre le capitalisme était tellement dévalorisé que tous les partis parlaient de socialisme dans leur programme, ce furent des conceptions « ordolibérales » qui s'imposèrent, notamment le concept d'économie sociale de marché, adopté par la CDU dès le 15 juillet 1949 dans ses « lignes directrices » de Düsseldorf et dix ans plus tard par le SPD, qui abjura lors de son congrès de Bad Godesberg, banlieue de Bonn, un marxisme qu'il avait abandonné de fait avant même la fin de la République de Weimar. La majorité des Allemands rapporte encore aujourd'hui la prospérité du pays à l'économie sociale de marché, un concept qui a été introduit dans l'article 2 du Traité européen de Lisbonne de décembre 2007. Cette prospérité a été un facteur important pour l'enracinement du consensus démocratique en Allemagne, ce qui confirme la règle « systémique » selon laquelle la prospérité est une

condition nécessaire pour une transition démocratique réussie : la nostalgie d'un Hitler qui aurait supprimé le chômage, un lieu commun encore exprimé en 1991 en Autriche par le populiste d'extrême droite et premier ministre de Carinthie Jörg Haider⁴, n'est que l'écho étouffé de ce qu'aurait pu donner une propagande passéiste si l'Allemagne et l'Autriche n'avaient pas connu une prospérité sans précédent après 1945. Le SPD ne fut associé au gouvernement fédéral qu'en 1966. L'*Ostpolitik* lancée en 1969 par le nouveau chancelier Willy Brandt (1913-1992) renforça la détente entre les deux blocs et la « mutation par le rapprochement » des deux Allemagnes. Elle aida les Allemands à mieux prendre conscience de la dimension des crimes contre l'humanité commis pendant la Seconde Guerre mondiale et à présenter au monde une démocratie allemande libérée des vieux démons et portée par des sociaux-démocrates tout à fait étrangers au nazisme, soit qu'ils fussent trop jeunes pour l'avoir soutenu, soit qu'ils eussent choisi l'exil pour le combattre, comme le jeune militant socialiste de gauche Willy Brandt (1913-1992), chancelier de 1969 à 1974, ou le cadre communiste Herbert Wehner (1906-1990), chef du groupe parlementaire social-démocrate de 1969 à 1983. Les intellectuels de gauche avaient combattu Adenauer et ses amis, dont la propagande droitière et certains soutiens suspects leur paraissaient particulièrement réactionnaires, ils se reconnaissaient maintenant dans l'Allemagne de Willy Brandt.

19 La RDA, stabilisée par la construction du Mur, commencée le 13 août 1961, tentait de se présenter comme la meilleure part de l'Allemagne (*das bessere Deutschland*), l'incarnation de traditions démocratiques allemandes enfin victorieuses. L'incontestable et très visible dictature exercée sur ses citoyens, le retard économique croissant vis-à-vis de l'Allemagne occidentale, la dégradation du réseau routier et des bâtiments, les problèmes dans des domaines aussi variés que la santé publique et l'environnement, ne compensaient pas quelques acquis, à savoir le plein emploi des hommes et des femmes, le redressement du taux de natalité, une crise du logement en voie d'être surmontée dans les années 1970 et le fait que la RDA était le pays le plus prospère du bloc socialiste. D'une certaine manière, les dirigeants de RDA furent plus lucides que Gorbatchev quant à la « souplesse » systémique de leur État, comme l'affirme l'historien Ilko-Sascha Kowalczyk (2009, p. 21) : « À l'évidence et contrairement à Gorbatchev ils avaient compris que des systèmes fermés ne peuvent pas être réformés et qu'ils ne peuvent plus être manœuvrés, une fois qu'on les a ouverts. » C'est donc en toute logique que les dirigeants de RDA s'opposèrent à la *Glasnost* et à la *Perestroika*. L'un d'entre eux, Kurt Hager (1912-1998), en quelque sorte l'idéologue du parti socialiste unifié, déclara même en avril 1987 au magazine *Stern* : « Si votre voisin changeait les papiers peints de son logement, vous sentiriez-vous obligé de faire de même ? » Le 9 juin 1989, Egon Krenz, membre du bureau politique du Parti socialiste unifié, affirma dans l'organe central *Neues Deutschland* que les étudiants protestataires de Pékin avaient été manipulés pour une cause contre-révolutionnaire que les dirigeants chinois avaient bien fait de réprimer. La RDA, comme on le sait, implora : lorsque l'opposition et surtout la population comprirent qu'il n'y avait rien à craindre de l'Union soviétique, qui avait toléré l'ouverture du rideau de fer entre la Hongrie et l'Autriche le 19 août 1989, les événements se précipitèrent. Certains protagonistes du régime s'étaient déjà préparés à ces changements, à commencer par Markus Wolf (1923-2006), le directeur des très efficaces services d'espionnage est-allemands, qui avait pris une retraite « politique » en 1987 et tenta, mais en vain, de jouer un rôle politique de premier plan : il fut hué par la foule lorsqu'il prit la parole lors d'un meeting monstre à Berlin-Est le 4 novembre 1989, cinq jours avant la chute du Mur.

20 Les élections libres sur le territoire de RDA au printemps 1990 étaient les premières depuis 1932, soit depuis 58 ans : deux générations entières d'Allemands « de l'Est » avaient été privés du pouvoir de contribuer à une gestion démocratique de leur pays. On pouvait légitimement craindre un processus de longue durée, une lente acclimatation à la vie démocratique. Il n'en fut rien. Les incidents xénophobes furent un peu plus nombreux dans les « nouveaux *Länder* » qu'à l'Ouest et les partis d'extrême droite y connurent quelques succès parfois un peu plus importants tandis que l'ancien Parti socialiste unifié, reconverti d'abord en Parti du socialisme démocratique, puis en « La Gauche », parvenait jusqu'à nos jours à y dépasser le Parti social-démocrate. Il n'en reste pas moins que pour l'observateur étranger,

l'unité allemande de 1990 a représenté non seulement une transition démocratique plutôt réussie à l'Est, mais une incontestable normalisation démocratique pour toute l'Allemagne. Alors que la gauche « anticapitaliste » était traditionnellement marginalisée, suspecte de sympathie pour le terrorisme ou pour le communisme soviétique, elle est désormais l'une des composantes de la vie politique allemande et a voix au chapitre. Le fait que dans un studio de télévision, le représentant de l'industrie allemande ou du Parti chrétien-démocrate dialogue avec un représentant de « La Gauche » était inconcevable dans la RFA des années 1960 ou 1970. De même, la RDA a laissé une empreinte durable dans la reconfiguration démocratique d'une Allemagne unifiée où les mères de famille refusent de plus en plus, malgré une contre-offensive de l'Église catholique, de renoncer à leur carrière ou à toute vie professionnelle et où il n'est plus scandaleux de commencer d'envisager de doter le pays, notamment à l'Ouest, d'un réseau de crèches et d'écoles maternelles. Enfin, la défaite des tenants d'un enseignement obligatoire des religions lors du référendum organisé dans le Land de Berlin le 26 avril 2009 montre que le camp laïque, fort minoritaire dans une RFA très respectueuse du pouvoir des Églises, a été renforcé par l'unité allemande. Opposante « de gauche » au régime communiste durant ses dernières années, Daniela Dahn rejette la théorie des deux totalitarismes qui renvoie dos à dos la RDA et le Troisième Reich et insiste sur l'aspect destructeur d'une unité allemande qui a déclenché dans le territoire de l'ex-RDA un bouleversement économique et démographique dont les transferts financiers massifs permettent de masquer certains effets sans inverser la tendance de fond. Varié un slogan communiste de l'après-guerre (« Apprendre de l'Union soviétique, c'est apprendre à vaincre »), Daniela Dahn dit de l'Allemagne unifiée : « Ne pas apprendre du perdant, c'est apprendre à perdre⁵ » (2009, p. 67). Si la transition démocratique est un succès, la transition « économique » et « démographique » a surtout contribué à affaiblir le potentiel humain et industriel des « nouveaux *Länder* », auxquels des transferts massifs ont permis de construire et de rénover à grande échelle – sans pour autant retenir les jeunes les mieux formés (en majorité les femmes) qui vont chercher du travail dans les « anciens *Länder* ».

21 Il est vrai qu'un certain discours officiel allemand ne manque pas d'une certaine suffisance et présente l'histoire de l'Allemagne de l'Ouest comme celle d'une réussite sans nuage. Ainsi la démocratisation aurait-elle été un processus quasiment abouti dès 1945 dans les zones d'occupation occidentales alors que la zone d'occupation soviétique aurait dû attendre le tournant de 1989-1990. C'est ce que laisse entendre le 22 mai 2009, Horst Köhler, le président de la RFA, dans le discours remarqué qu'il prononça à l'occasion du 60^e anniversaire de la loi fondamentale :

Après 1945, les Allemands de l'Est et de l'Ouest voulaient presque tous une Allemagne meilleure : pacifique, démocratique, juste. Quarante ans ils ont suivi des voies séparées. Ceux de l'Ouest eurent de la chance. Ils purent construire un État démocratique, soutenus, encouragés et parfois entraînés par les puissances occidentales. Il en alla autrement pour l'Allemagne de l'Est. Là on imposa aux Allemands le modèle politique et social de la puissance occupante soviétique. (Horst Köhler, 2009)

22 Or la RDA n'a pas eu dans sa globalité à subir une *Re-education* comparable à celle que pratiquèrent les Alliés en 1945. Bien que peu respectueuse des exigences « démocratiques » qu'elle prétendait incarner, la RDA a elle aussi, d'une certaine façon, préparé sa population à entrer dans la modernité démocratique. Ce constat concerne aussi d'anciens pays socialistes qui, telles la République tchèque ou la Slovaquie ont subi une transition relativement facile, à la différence de la Russie, du Belarus et d'autres États qui peinent à se défaire de leurs traditionnelles structures autoritaires. Chaque pays étant un cas particulier, il est difficile ici de tirer des conclusions générales. En ce qui concerne l'ex-RDA, il suffira de dire que le régime diffusait des idéaux démocratiques qui le plaçaient dans une situation permanente de contradiction d'autant plus éclatante que la population était très bien informée des conditions de vie réelle dans la prospère démocratie ouest-allemande, à l'occasion par des proches ou des amis et à tout moment par les radios et les télévisions de l'Ouest. Le régime de RDA était contraint d'afficher des « dehors » démocratiques en pratiquant un semblant de pluralisme ou en organisant régulièrement des élections afin de ne pas se présenter directement comme

une dictature parfaitement contradictoire avec l'émancipatrice révolution allemande dont il se voulait l'incarnation durable.

- 23 D'un point de vue systémique, la première version de l'État-nation allemand (1871-1914) correspond à une modernisation sans démocratisation, dotant d'un terrible potentiel technique de destruction une nation retardataire sur les plans des mentalités et des structures politiques par rapport aux grandes puissances occidentales. L'échec de la République de Weimar, la première tentative de démocratiser le pays, ouvre la voie à une forme singulièrement criminelle d'État autoritaire. Il a fallu le choc des ruines, de l'occupation et de la division, l'humiliation de la défaite totale et de la découverte des horreurs commises par le régime hitlérien, mais aussi un redressement économique rapide et une prospérité sans précédent pour que la nation s'apaise et accepte des règles nouvelles, une modestie raisonnable, préparant à l'acceptation intériorisée et sincère des valeurs démocratiques et à une révision en profondeur de l'héritage. Ici, l'approche structurale permettrait de montrer que l'élimination des castes agraire et militaire en tant que facteurs politiques, à l'Est comme à l'Ouest de l'Allemagne, renforce, à l'Ouest, la position d'une bourgeoisie industrielle et financière désireuse de développer le pays dans le contexte de l'essor économique de l'après-guerre et, à l'Est, une élite politique désireuse de moderniser le pays en entretenant des relations amicales avec tous les voisins. Dans les deux Allemagnes, on constate une valorisation des classes « modernes », ouvriers, techniciens, intellectuels et, à l'Est, la tentative de créer des classes nouvelles, notamment dans l'agriculture collectivisée. L'approche culturelle permettrait d'expliquer comment la transition institutionnelle crée les conditions d'une profonde évolution des mentalités, un processus qui demande généralement le temps de plusieurs générations, c'est-à-dire de longues décennies. La population de RFA, mais aussi celle de RDA a assimilé cette double revendication de liberté et de prospérité partagée entre les peuples et les nations, en Europe et dans tous les autres continents, et l'échec de la RDA est dû en grande partie à l'incapacité « systémique » du régime à satisfaire des revendications morales, politiques et même matérielles qu'il prétendait incarner.
- 24 Heinrich August Winkler pense aujourd'hui que c'en est fini du *Sonderweg*, l'Allemagne est devenue « un État national postclassique » (2000, t. 2, p. 655). D'autres penseurs envisagent déjà un cap futur, une transition, déjà largement entamée, vers une entité nouvelle, un nouvel Empire, mais cosmopolite et parfaitement pacifique cette fois, que l'Union européenne ne fait que préfigurer car pour le moment elle n'est encore qu'« un système de négociation transnational, décentralisé, différencié selon les territoires et dominé par les élites » (Beck et Grande, 2007, p. 85).

Bibliographie

BAUER Kurt, *Sozialgeschichtliche Aspekte des nationalsozialistischen Juliputsches 1934*, thèse de l'université de Vienne, 2001, disponible sur <http://www.kurt-bauer-geschichte.at/PDF_Texte_&Themen/Dissertation_Kurt_Bauer.pdf [consulté le 06/06/2009].

BECK Ulrich et GRANDE Edgar, *Das kosmopolitische Europa*, Francfort, Suhrkamp, 2007.

BÜTTNER Ursula, *Weimar. Die überforderte Republik 1918–1933*, Stuttgart, Klett-Cotta, 2008 (1^{re} éd., Bonn, Bundeszentrale für politische Bildung, 2004).

DAHNI Daniela, *Wehe dem Sieger! Ohne Osten kein Westen*, Reinbek, Rowohlt, 2009.

DOBRY Michel, « Les voies incertaines de la transitologie ; choix stratégiques, séquences historiques, bifurcations et processus de *path dependence* », *Revue française de science politique*, vol. 50, n° 4-5, 2000, p. 585-613.

— (dir.), *Democratic et Capitalist Transitions in Eastern Europe. Lessons for the Social Sciences*, Dordrecht/Boston/London, Kluwer Académich Publishers, 2000.

GENTON François, « La "misère allemande", un problème du socialisme européen vers 1900. La controverse Jaurès-Mehring à propos de Frédéric II de Prusse et de l'*Aufklärung* », *Chroniques allemandes*, n° 7, 1998-1999, p. 77-93.

HERMET Guy, « Les démocratisations au vingtième siècle : une comparaison Amérique latine/Europe de l'Est », *Revue internationale de politique comparée*, vol. 8, n° 2, 2001, p. 285-304.

KOCKA Jürgen, « Neubeginn oder Restauration? », dans Carola Stern et Heinrich August Winkler (dir.), *Wendepunkte der Bundesrepublik Deutschland am 22. Mai 2009 in Berlin*, disponible sur <<http://www.bundespraesident.de/-,2.654519/Festansprache-von-Bundespraesi.htm>>[consulté le 06/06/2009].

LINZ Juan et STEPAN Alfred (dir.), *Problems of Democratic Transition and Consolidation. Southern Europe, South America, and Post-Communist Europe*, Baltimore, John Hopkins University Press, 1996.

MERKEL Wolfgang, « Transformation politischer Systeme », dans Herfried Münkler (dir.), *Politikwissenschaft. Ein Grundkurs*, Reinbek, Rowohlt, 2003, p. 207-245.

SOLCHANY Jean, « Wilhelm Röpke et la “question allemande” dans l’immédiat après-guerre ? Un économiste entre maîtrise du passé et croisade néolibérale », *Revue d’Allemagne*, t. 40, n° 2, 2008, p. 269-283.

WEIL Eric, « Questions allemandes », *Critique*, novembre 1946, p. 526-539.

WINKLER Heinrich August, *Der lange Weg nach Westen. Deutsche Geschichte*, t. 1 (1806-1933) et t. 2 (1933-1990), Bonn, Bundeszentrale für politische Bildung, 2004 (1^{re} éd., Munich, Verlag C. H. Beck, 2000).

KOWALCZUK Ilko-Sascha et WOLFRUM Edgar, « Ich will Ihnen ja nicht in Ihre teure Suppe spucken », interview menée par Volker Ullrich, *Die Zeit*, n° 19, 30 avril 2009, p. 20-21.

ZAPF Wolfgang, « Modernisierungstheorien in der Transformationsforschung », dans Klaus von Beyme et Claus Offe (dir.), *Politische Theorien in der Ära der Transformation*, PVS-Sonderheft 26. Opladen, Westdeutscher Verlag, 1996, p. 169-181.

Notes

1 En allemand on parle moins de « transition » que de « transformation » et la transitologie est nommée *Transformationsforschung*, « recherche sur la transformation ».

2 Le seuil des 5 % a été introduit dès 1949 dans les parlements régionaux et en 1953 au niveau fédéral.

3 Elle porte le nom de « loi fondamentale ».

4 Interpellé au Parlement de Carinthie le 13 juin 1991, Haider répond : « Pendant le Troisième Reich ils ont pratiqué une politique de l’emploi dont même votre gouvernement à Vienne n’est pas capable. » (Bauer, 2001, p. 9.)

5 L’expression est ambiguë, car Daniela Dahn ne se réfère pas ici aux aspects qui ont fait « perdre » la RDA (l’autoritarisme, le dirigisme économique, etc.), mais à ceux qui semblent plus positifs, par exemple le plein emploi, la politique sociale et familiale.

Pour citer cet article

Référence électronique

François Genton, « Penser les transitions démocratiques en Allemagne après 1945 », *ILCEA* [En ligne], 13 | 2010, mis en ligne le 30 novembre 2010, consulté le 09 décembre 2013. URL : <http://ilcea.revues.org/876>

À propos de l’auteur

François Genton

Professeur des universités, université Stendhal-Grenoble 3, responsable du CERAAC (Centre de recherche sur l’Allemagne et l’Autriche contemporaines) au sein de l’ILCEA (Institut des langues et cultures de l’Europe et d’Amérique)

Droits d’auteur

© ILCEA

Résumés

La transition démocratique a d'abord été étudiée à propos de la Grèce, de la péninsule ibérique et de l'Amérique latine, avant de concerner l'Europe centrale et orientale. De ce fait, on a quelque peu négligé le cas de l'Allemagne, pourtant riche en transitions au cours du XX^e siècle. Cette étude fait d'abord le point sur les théories de la transition (ou de la « transformation » comme on dit en Allemagne), aborde ensuite l'explication traditionnelle du « retard » démocratique de l'Allemagne et confronte les théories à l'évolution de l'Allemagne après 1945. La réussite politique de la transition de 1989-1990 semble indiquer que les valeurs démocratiques n'ont pas seulement été intériorisées par les Allemands « de l'Ouest » au cours des décennies qui ont suivi la capitulation allemande.

Considering transitions towards democracy in Germany after 1945

Since the late Seventies transition towards democracy was a question relevant for Greece, the Iberian Peninsula, Latin America and then Central and Eastern Europe. In the specific case of Germany, a country where many transitions occurred during the 20th Century, this topic seems to have been somehow neglected. This study first focuses on the theories of transition (or “transformation” as the Germans say), then deals with the classical “explanation” of Germany as a “late nation” and finally contrasts various theoretical approaches with German history since 1945. In political terms the transition following the opening of the Berlin Wall has turned out to be an entire success, which could mean that the people of the former German Democratic Republic also embodied democratic values during the Cold War.

Entrées d'index

Mots-clés : chute du Mur, guerre froide, histoire de l'Allemagne, histoire de l'Europe, transitologie